

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article14695>

Google dénonce l'existence d'un réseau chinois d'espionnage de ses utilisateurs

- Renseignement - International -
Date de mise en ligne : lundi 6 juin 2011

Spyworld Actu

Plus d'un an après un important bras de fer entre Google et Pékin, à la suite de la découverte par le géant américain d'Internet d'une vaste tentative de piratage d'e-mails de dissidents chinois, Google a annoncé qu'il avait découvert une importante tentative de surveillance de comptes de messageries électroniques.

Dans un [communiqué](#) publié sur le blog officiel de l'entreprise, Google affirme avoir découvert une opération de vols de mots de passe "qui semble provenir de Jinan, en Chine, et qui ciblait notamment les comptes Gmail personnels de plusieurs centaines d'utilisateurs, dont des hauts responsables du gouvernement américain, des activistes chinois, des responsables sud-coréens, des militaires et des journalistes".

PIÈGES CIBLÉS

Selon le moteur de recherche, les pirates n'ont pas cherché à pénétrer directement dans les serveurs de Google, mais avaient mis en place des pièges ciblés pour voler les mots de passe des comptes visés. Une fois le contrôle du compte pris, les pirates pouvaient surveiller les messages envoyés, par exemple en mettant en place une redirection automatique de tous les courriels.

Google affirme qu'il a averti toutes les victimes avérées ou potentielles, qu'il a sécurisé leurs comptes et a prévenu "les autorités gouvernementales" - vraisemblablement le ministère des affaires étrangères américain, qui considère Google comme l'un des fers de lance de sa politique en matière de liberté d'expression.

ATTEINTE À LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

En janvier 2010, Google avait engagé un bras de fer avec Pékin, après qu'il eut annoncé la découverte d'une importante tentative de piratage qui visait, déjà, les comptes Gmail de dissidents chinois. Sans jamais accuser directement Pékin, le moteur de recherche avait laissé entendre que le gouvernement chinois avait, sinon commandité, du moins cautionné ces attaques. Il avait alors annoncé qu'il refusait de continuer à censurer ses résultats de recherche, comme le prévoit la loi chinoise, qui interdit notamment de donner accès aux internautes à des photographies des événements de Tiananmen.

Baptisée "opération Aurora", cette [tentative de piratage](#) avait également provoqué des tensions entre les Etats-Unis, qui avaient dénoncé une atteinte à la liberté d'expression et soutenu Google, et la Chine. Après avoir menacé de quitter le territoire chinois, Google avait finalement décidé de faire transiter ses services pour la Chine continentale par son serveur situé à Hongkong, qui n'est pas soumise aux mêmes restrictions.

La secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, qui s'était personnellement impliquée dans ce dossier, a dévoilé au mois de mai les principaux axes de la politique de sécurité américaine concernant Internet pour les années à venir. Pour la première fois, les Etats-Unis ont affirmé qu'une attaque informatique était, de leur point de vue, en tous points comparable à une attaque classique, et qu'ils se réservaient le droit d'utiliser la force militaire pour répondre à une tentative d'attaque.

Post-scriptum :

<http://www.lemonde.fr/technologies/...>